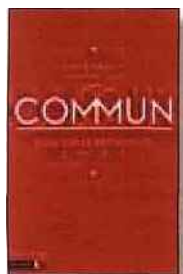




# Du grain à moudre pour le citoyen-résistant

Le marché est-il nécessairement destiné à régir tous les aspects de notre monde? N'y a-t-il aucune alternative? Dans un livre magistral, un sociologue et un philosophe réfléchissent ensemble aux moyens de défendre le bien commun, mis en péril par la privatisation et la marchandisation sans limites. Le combat ne fait que commencer

Par **Mark Hunyadi**



## POLITIQUE

Pierre Dardot  
et Christian Laval

### **Commun. Essai sur la révolution au XXIe siècle**

La Découverte, 594 p

**L'**un des clichés les plus solidement ancrés de notre temps consiste à dire qu'il n'y a plus d'alternative plausible au capitalisme. Son extension à tous les domaines de la vie serait notre inéluctable destin, c'est lui qui désormais, qu'on le veuille ou non, façonne notre monde, notre société, nos existences, sans autre issue possible. Or, comme tous les clichés, celui-ci masque bien plus la réalité qu'il ne la révèle. Depuis les années 1990, partout sur la planète, s'élève une contestation de vaste portée contre l'appropriation illimitée des ressources matérielles et immatérielles de notre monde. «Le monde n'est pas à vendre», clament les altermondialistes anxieux de la gestion écologique, de la gouvernance politique et de l'ordre social, tous assujettis à la logique marchande. Mais leur slogan touche bien plus profond. Il se réclame d'un principe unique, à rebours de la propriété, de l'appropriation et de l'expropriation marchande : le commun. C'est à restituer la logi-

que profonde de ce principe du commun que se sont attelés Pierre Dardot et Christian Laval dans leur livre imposant et magistral, *Commun. Essai sur la révolution au XXIe siècle*.

S'il s'agit de «repenser le commun», c'est précisément pour damer le pion à l'extension marchande et propriétaire qui domine massivement les évolutions du monde contemporain. «Des biens de première nécessité, comme les aliments ou les médicaments, sont régis de plus en plus étroitement par la logique marchande imposée par des oligopoles mondiaux, les villes, les rues, les places et les transports publics sont transformés en espaces commerciaux et publicitaires, les institutions culturelles, les équipements sportifs, les lieux de loisir et de repos sont rendus de plus en plus difficiles d'accès par des droits de plus en plus élevés réclamés aux usagers-clients, les services publics, depuis les hôpitaux jusqu'aux écoles en passant par les prisons, sont construits et cogérés par les entreprises privées, les institutions de recherche publique et les universités sont «pilotées» selon des finalités de rentabilité, les forêts, les mers, les rivières et les sous-sols sont soumis à une exploitation industrielle de plus en plus intensive, et tout le patrimoine culturel qui appartient au «domaine public» est sommé de devenir un «capital» que doivent mettre en valeur musées et bibliothèques.» Le diagnostic est sans appel : la grande appropriation s'étend à tout, partout.

Résister à cela est nécessaire. Mais est-ce possible? Oui, si l'on en croit les auteurs, fermement convaincus que vous et moi sommes capables d'instituer de nouvelles formes de relations sociales, de créer de nouvelles formes de solidarité politique, et ce, non pas en



### Sympathisants du mouvement Occupy Wall Street.

La pensée altermondialiste converge autour d'un principe unique à rebours de la propriété et de l'appropriation marchande le commun ARCHIVES

appliquant une formule prête à l'emploi, mais en le faisant – un peu comme on prouve la marche en marchant. De tels exemples de preuve par l'acte sont nombreux, ces dernières années, et ils sont dûment analysés par Dardot et Laval. On connaît par exemple «l'économie sociale et solidaire», la théorie des «biens publics mondiaux», mais on a vu aussi les grands mouvements populaires en Argentine et en Bolivie (mobilisation populaire à Cochabamba pour la bataille de l'eau, puis du gaz), mais

aussi en Italie avec la lutte pour la remunicipalisation de l'eau, sans compter, dans le domaine de la connaissance, le projet originaire d'Internet et aujourd'hui tout le mouvement des logiciels libres. Il y a autant d'exemples qui peuvent tous se réclamer d'une longue tradition de mouvement coopératif. Ils montrent qu'un autre rapport du social et du politique est possible, et que l'on peut consciemment instituer d'autres règles du vivre ensemble que celles qui nous sont tacitement imposées. Cette inven-

tion consciente, ils l'appellent «praxis constituante». Certes, la société avance plus par inertie et reproduction de ce qui est déjà, que par décision consciente, c'est un fait, mais le monde d'aujourd'hui tend à faire oublier – c'est un autre fait – qu'elle peut aussi avancer par création institutionnelle, quitte à prendre le système dominant à contre-courant.

C'est cette thèse, plus proche de Proudhon que de Marx (auquel les deux auteurs ont consacré un remarquable ouvrage il y a deux ans, *Marx, Prénom Karl*, Gallimard), que Dardot et Laval explicitent, défendent et justifient sur près de 600 pages, qui se présentent comme une véritable archéologie du commun. Nul doute que ce livre suscitera une intense discussion dans les milieux de philosophie et de sciences sociales. Il le mérite amplement. Un point délicat semble être la définition même de leur concept central, le commun, qui semble osciller entre plusieurs eaux (entre autogestion, praxis sociale autonome ou simple agir communicationnel, par exemple). Peu importe ici. Le fait est que celle ou celui qui tient ce livre dans ses mains doit savoir qu'il tient non seulement un outil précieux pour comprendre le monde d'aujourd'hui, mais aussi le manifeste qui peut préparer celui de demain.

## Lionel Baier

«L'artiste suisse Stefan Kaegi, membre du collectif Rimini Protokoll, s'étonnait que, dans une pièce à laquelle il a participé, le public français applaudisse au témoignage d'un homme qui se vantait de resquiller dans le métro parisien. Pour un habitant de Berlin, cela serait perçu comme honteux. Dans «Commun», les auteurs nous expliquent le principe du passager clandestin en économie, à savoir celui qui ne se soucie pas du prix des ressources communes, ni des retombées de sa consommation sur les autres. Nous sommes peut-être tous devenus des resquilleurs dans le métro»